

Didier GASCUEL

Professeur, Université européenne de Bretagne,
Directeur du pôle halieutique Agrocampus Ouest

Exploitation des ressources marines : quand la crise écologique compromet l'alimentation des pays du Sud

La crise écologique frappe durement le monde des pêches maritimes. Ici, sans doute plus vite et plus fort qu'ailleurs, les hommes ont véritablement percuté les limites de la biosphère. L'intensification du processus de production a conduit à une surexploitation généralisée des ressources et des écosystèmes marins, dont, bien souvent, les pêcheurs sont en retour les premières victimes. Dans les pays développés, et singulièrement en Europe, le nombre de marins et de navires diminue drastiquement et le secteur est confronté à une crise économique et sociale, dont les blocages de ports et autres manifestations de pêcheurs nous rappellent périodiquement l'intensité. Dans les pays du Sud, la pêche est également confrontée à de profonds bouleversements et ne parvient plus à atteindre les objectifs de développement économique ou de lutte contre la pauvreté qui lui étaient assignés. Partout, la production stagne ou régresse, les marchés se réorganisent et la contribution des produits halieutiques à des objectifs de sécurité alimentaire est remise en question.

Ce ne sont donc pas seulement les générations futures, mais bien les générations présentes qui paient aujourd'hui pour les erreurs commises hier... et pour celles que nous continuons à commettre. La prise de conscience a été relativement tardive et certains acteurs continuent même de nier l'ampleur des difficultés. Comme si « ne pas savoir » était une solution. Mais aussi parce qu'une vision partielle peut masquer l'évolution de long terme. Retour donc sur une situation qu'il importe de bien comprendre, si on souhaite être en mesure de l'affronter efficacement.

Du temps des conquêtes à la régression des captures

La mise en exploitation des océans est une affaire récente. Naturellement, certains stocks font l'objet d'une pêche intensive depuis plusieurs siècles. C'est le cas notamment du hareng de mer du Nord capturé en masse au XV^e siècle, ou de la morue exploitée en Europe dès le Moyen Âge et à Terre-Neuve dès le XVI^e. Mais pour l'essentiel, jusqu'au début du vingtième siècle, la pêche maritime reste cantonnée à quelques espèces et aux mers côtières des nations développées. Seuls des engins de pêche passifs sont alors utilisés (lignes, filets, nasses...) et la production mondiale ne dépasse guère quelques millions de tonnes par an.

L'histoire s'accélère vertigineusement au vingtième siècle. D'abord avec l'apparition des navires motorisés dans l'entre-deux-guerres et le développement progressif d'un engin de pêche redoutablement efficace : le chalut de fond à panneaux. Puis, après la Seconde Guerre mondiale, avec le développement de grandes flottes de pêche industrielle qui *conquièrent* progressivement les différents océans. Dans les années 1950 et 1960, la production mondiale s'accroît ainsi de presque 7 % par an, et passe de 20 millions de tonnes par an à plus de 50 millions. Parallèlement, la proportion des ressources marines considérées comme proches de l'état vierge chute de 50 à environ 15 %.

Dès le début des années 1970, la croissance se ralentit, essentiellement parce que les potentiels de production maximum sont globalement atteints dans l'Atlantique. Dans cet océan, et subséquemment pour l'ensemble des pêches européennes, la capture totale entre alors dans une longue phase de stagnation, qui perdure aujourd'hui. À l'inverse, le développement se poursuit jusque dans les années 1990 dans le Pacifique et l'Océan Indien. Il entraîne un nouvel accroissement de la production mondiale, qui atteint 85 millions de tonnes en 1994¹. Depuis cette date, la croissance semble définitivement stoppée et la stagnation affecte globalement tous les océans et tous les types de pêcheries.

La stagnation masque de fortes disparités Nord/Sud. Globalement, les pêcheries européennes, et notamment des pêcheries françaises, sont en régression rapide avec un nombre de navires et un nombre de marins divisé par deux depuis 20 ans. Les flottilles chalutières sont particulièrement touchées et la production des poissons de fond est elle-même en diminution (- 50 % depuis 40 ans, pour ce qui concerne la France). Ces évolutions sont source de difficultés économiques et sociales ; elles s'accompagnent d'une déstructuration des secteurs amont et aval, et d'une profonde remise en cause de la place de la pêche dans l'aménagement des territoires côtiers.

Dans les pays du Sud, le développement de la pêche est généralement plus récent et les dernières ressources considérées comme proches de l'état vierge n'ont quasiment disparu que dans les années 1980. La production augmente jusqu'à la fin des années 1990, mais la même dynamique est globalement observée. Dans un pays comme le Sénégal, la production des poissons de fond a par exemple fortement baissé depuis une vingtaine d'années. La pêche artisanale s'est fortement développée, en bénéficiant de l'exclusion progressive des flottilles industrielles étrangères. Mais elle est aujourd'hui en crise, confrontée à son tour à une production stagnante et à la surexploitation des principales ressources.

Certes la production totale se maintient, depuis 40 ans dans l'Atlantique et depuis 15 ans à l'échelle mondiale. Mais c'est parce qu'on pêche de plus en plus loin (par exemple, les thons tropicaux), de plus en plus profond (les espèces de grand fond) et parce qu'on valorise aujourd'hui des espèces délaissées hier (par exemple, en Europe, les lottes ou les chinchards). À cela s'ajoute un phénomène essentiel sur lequel nous reviendrons : le déplacement de la pêche vers les bas niveaux trophiques (les poulpes, les crevettes...).

Ce qu'il faut retenir de cette évolution c'est que la crise ne date pas d'aujourd'hui, ni de la hausse des prix du pétrole, ni de la baisse des prix du poisson, ni même de la mondialisation du marché des produits halieutiques. Ces facteurs jouent naturellement un rôle ; les deux premiers sont souvent les facteurs déclenchant des contestations sociales que connaît le monde de la pêche. Mais en réalité la crise est plus profonde. Elle vient d'une dégradation considérable du capital écologique.

La surexploitation des ressources et des écosystèmes

Le développement des pêches mondiales s'est fait au prix d'une très forte diminution de l'abondance des ressources exploitées. La biomasse des stocks cibles a généralement été divisée par 3 ou 4, et parfois par 10 ou 20. Cela est particulièrement vrai pour les espèces de fond, souvent caractérisées par une forte longévité et une faible fécondité. En moyenne, on estime ainsi que sur les fonds où il y avait autrefois dix kilos de poisson, il n'en reste plus qu'un ou deux aujourd'hui. À l'échelle mondiale, la FAO indique que 28 % des stocks sont actuellement surexploités et 52 % pleinement exploités. Tout accroissement des moyens de capture ne peut conduire qu'à une nouvelle baisse de la production.

¹ Sur ces 85 millions de tonnes de production annuelle, 50 sont destinés à l'alimentation humaine et 35 à la fabrication de farine de poissons pour l'alimentation animale (bétail et pisciculture).

Dans les eaux européennes, la diminution de l'abondance des ressources date principalement des années 1950 à 1970, à l'époque de la forte expansion des pêcheries. Depuis une trentaine d'années, les biomasses restent globalement faibles. Une génération entière de pêcheurs n'a ainsi connu que cet état de ressources dégradées, et tend donc à le considérer comme l'état *normal* du système. Pourtant, toutes les études le confirment : la majorité des prises provient de stocks en mauvais état. Les faibles abondances impliquent des coûts d'exploitation élevés pour des rendements limités, ce qui induit évidemment une faible efficacité économique des systèmes d'exploitation. À l'inverse, une diminution de la pression de pêche permettrait, à moyen terme, d'accroître significativement les captures et surtout d'améliorer radicalement la rentabilité du secteur².

La baisse d'abondance des ressources s'accompagne d'un phénomène de troncature de la structure démographique des populations naturelles. Les vieux poissons, qui représentaient de fortes biomasses, tendent à disparaître. Quel pêcheur se souvient par exemple que les prises de morues de 80 ou 100 kg étaient monnaie courante dans les années 1950 ? Aujourd'hui, ce sont principalement des animaux de un ou deux ans qui sont capturés. Ce qui a pour conséquence une forte variabilité de l'abondance des stocks, désormais très dépendants du succès de la reproduction annuelle. Non seulement le poisson est rare, mais sa capture devient de plus en plus aléatoire et imprédictible d'une année à l'autre.

Mais il y a plus grave. La surexploitation s'accompagne d'une modification qualitative des écosystèmes sous-jacents. Les espèces prédatrices et à forte longévité sont les premières et les plus affectées. Leur surexploitation a des effets en cascades sur les espèces proies, dont l'abondance peut augmenter... avant qu'elles ne soient à leur tour surexploitées. *Via* les réseaux trophiques, ce sont les proies des proies, les compétiteurs, les prédateurs, et *in fine* l'ensemble des compartiments de l'écosystème qui sont affectés. Globalement, les espèces de bas niveau trophique et les espèces à faible durée de vie sont favorisées. Dans le même temps, les habitats sont affectés par certains modes de pêches. En particulier, le chalutage de fond, et plus généralement les engins dits traînants, ont des effets destructeurs sur la flore et la microfaune benthique. La pêche exerce ainsi une formidable pression sur les écosystèmes marins, qui ont sans doute plus changé au cours du dernier siècle que durant les dizaines ou centaines de millénaires précédents.

Bien sûr, à l'impact de la pêche se rajoutent d'autres impacts anthropiques : les différentes formes de pollution, la destruction des habitats côtiers et des zones de nourricerie, les phénomènes d'invasions biologiques liés au développement du transport maritime, les effets déjà très sensibles du changement climatique. Mais dans cet ensemble, l'impact de la pêche reste déterminant. En modifiant les réseaux trophiques et en fractionnant les habitats, l'exploitation perturbe les fonctions de régulation des écosystèmes et tend à diminuer leur résilience.

Cette évolution conduit à une diminution de la biodiversité des écosystèmes marins. Quelques groupes emblématiques sont particulièrement touchés. En particulier, les mammifères marins et les sélaciens (raies et requins), avec respectivement 24 et 17 % des espèces de ces deux groupes inscrites sur la liste rouge des espèces en danger de l'IUCN³. Compte tenu de leur forte fécondité, les poissons résistent généralement mieux. Néanmoins, certains groupes plus fragiles sont concernés ; 12 % des espèces de mérus sont par exemple sur cette même liste rouge. Et surtout, en milieu aquatique, il convient de s'intéresser non seulement à la biodiversité spécifique mais aussi et surtout à la biodiversité fonctionnelle. De ce point de vue, la baisse d'abondance des gros poissons et des prédateurs supérieurs représente une perte des fonctions de prédation au sein des

² Voir à ce sujet l'article « L'approche écosystémique des pêches, une condition pour l'exploitation durable des océans », en fin de ce numéro.

³ *International union for conservation of nature.*

écosystèmes. La diminution des niveaux trophiques moyens est ainsi reconnue comme une perte de biodiversité fonctionnelle. Elle s'accompagne d'une plus grande instabilité des écosystèmes, et d'une plus grande sensibilité à la variabilité de l'environnement.

La dégradation de *l'état de santé* des écosystèmes marins remet en cause les services qu'ils sont susceptibles de fournir à l'humanité. Cela est vrai de leur fonction d'approvisionnement en produits alimentaires, mais aussi, comme nous venons de le voir, de leur rôle de conservation de la biodiversité. Localement, d'autres services sont également affectés, tels que la fonction de support des zones marines à des activités culturelles et touristiques, ou leur contribution à la purification des eaux. Concernant ce dernier aspect, on cite souvent le cas emblématique de la Baie de Chesapeake, aux États-Unis, où la surexploitation des huîtres a gravement compromis le pouvoir épurateur de la baie, avant que la pollution urbaine et agricole ne conduise à une véritable catastrophe écologique. En de nombreux endroits, la surexploitation des mollusques filtreurs est ainsi un des facteurs déclenchant ou aggravant des phénomènes d'anoxie observés en zone côtière.

Le poisson pour les riches ?

La stagnation des captures a naturellement des effets directs sur le commerce international des produits de la mer et sur la contribution du secteur à l'alimentation humaine. À l'échelle mondiale, la disponibilité alimentaire moyenne en produits animaux d'origine aquatique augmente régulièrement depuis la seconde guerre mondiale. Dans les trente dernières années, elle est ainsi passée de 11,5 kg par an et par habitant à 16,7 kg. Mais ces chiffres sont fortement tirés par le développement spectaculaire de l'aquaculture chinoise, dont les statistiques officielles de production sont par ailleurs considérées avec circonspection par la FAO elle-même. Hors Chine, et pour la même période, la disponibilité individuelle moyenne se maintient à peu près constante, au alentour de 14 kg/an. Quant à la contribution de la pêche, elle accuse une baisse très nette, de 13 à 10 kg/an entre les années 1970 et 2006. En d'autres termes, le maintien d'une consommation approximativement constante dépend désormais du développement de l'aquaculture⁴.

Ici aussi les chiffres mondiaux masquent de fortes disparités Nord-Sud. Dans les pays développés, la demande en produits de la mer est fortement croissante, en raison notamment du développement des produits surgelés, de l'extension de la restauration collective et de l'image de produits sains que véhiculent généralement ces produits. La production étant stagnante, les importations explosent. En une trentaine d'années, les importations en valeurs de l'Europe et de l'Amérique du Nord ont ainsi été multipliées par dix.

Pour une part, ces importations dépendent du développement de l'aquaculture, avec des produits qui proviennent principalement des pays asiatiques (par exemple, les filets de Panga), de la zone intertropicale (les crevettes) et du Chili ou de la Norvège (le saumon). Mais s'y rajoute, de manière très significative, l'importation de produits de la pêche, en provenance de l'Afrique et de l'Amérique du sud. Pour trois poissons consommés en France, on estime ainsi qu'un vient des pêches françaises, un de l'importation depuis les pays du Nord (dont le commerce intra-communautaire) et un des pays en développement. Globalement, dans les pays développés, le développement des importations a permis un accroissement net de la consommation par habitant, passée de 20 à presque 30 kg/an entre

⁴ À ce sujet, il faut ici noter que ce développement de l'aquaculture n'est malheureusement pas une solution à la surexploitation des océans. Si la majorité des poissons d'eau douce et des mollusques aujourd'hui consommés dans le monde est issue de l'aquaculture, en revanche les poissons marins restent à plus de 95 % produits par la pêche. Et surtout, le développement de l'aquaculture intensive de ces espèces, qui se nourrissent de farine de poissons issues des pêcheries industrielles minières, contribue à une surexploitation accrue des océans.

1961 et 2006. Et la FAO prévoit que la consommation devrait continuer à augmenter dans les pays à revenu élevé.

Naturellement, aux importations du Nord correspondent des exportations du Sud. Les produits de la mer constituent ainsi un des premiers secteurs agricoles, en termes d'exportation nette, des pays en développement, loin devant le café et très loin devant la viande ou la banane. C'est surtout l'un des domaines où la progression est la plus forte. Avec pour conséquence que le secteur halieutique est aujourd'hui l'un des plus globalisés. Le marché du poisson est mondial et plus du tiers de la production est traité dans les circuits de commercialisation internationaux. « On pêche au Sud ; on mange au Nord », la formule s'impose progressivement comme désignant une réalité tangible du monde des pêches.

Le slogan est d'autant moins vide de sens que la consommation dans les pays en développement est non seulement faible, mais aussi en diminution. Pour l'ensemble des PVD hors Chine, elle atteint à peine plus de 10 kg par an et par habitant (aquaculture incluse). En Afrique sub-saharienne, le chiffre moyen s'établit à 7,6 kg/an, et est plus faible qu'il y a vingt ans (- 0,3 kg, hors aquaculture). Ces chiffres cachent en outre des écarts entre pays et entre classes sociales. Lorsqu'on sait que les prix moyens ont fortement augmenté (alors que ceux de la viande ou de la volaille sont orientés tendanciellement à la baisse), il ne fait guère de doute que la consommation est en baisse très significative pour les couches les plus paupérisées de la population. L'injustice est d'autant plus criante que la régression est intervenue alors même que la production des pays en développement était encore croissante. Et que c'est évidemment dans ces pays que les produits de la mer ont un rôle important en termes d'apport en protéine animale (ils y représentent 19 % des apports journaliers moyens, contre 8 % dans les pays développés).

Ici comme ailleurs, la crise écologique se paye au Sud. Les effets conjugués de la raréfaction des ressources et de la mondialisation des marchés conduisent à de nouvelles formes de domination. Les richesses halieutiques des pays du Sud finissent ainsi dans nos assiettes pour ce qui est des poissons nobles, et dans le ventre de nos poissons ou poulets d'élevages pour les produits à bas coûts. Plus que jamais, le développement incontrôlé du commerce international, pourtant si souvent présenté comme facteur de développement, apparaît comme un obstacle à l'exploitation durable des ressources halieutiques, et à la réalisation des objectifs d'autosuffisance alimentaire.

Principales sources bibliographiques :

M.C. Cléach (rap.), *Marée amère : pour une gestion durable de la pêche*, Rapport de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, Assemblée Nationale, 2009.

P. Cury et Y. Miserey, *Une mer sans poissons*, éd. Calmann-Levy, 2008.

FAO, *La situation mondiale des pêches et de l'aquaculture 2008*, Rapport du département des pêches et de l'aquaculture, 2009.

Millennium Ecosystem Assessment, *Ecosystems and Human Well-being : Synthesis*, Island Press, Washington, 2005.

Ofimer, *Les chiffres clés de la filière pêche et aquaculture en France*, Ofimer éd., 2009.

B. Poliroo et al. (éds.), " Status of the world's marine species ", In J.C. Vié, C. Craig Hilton-Taylor, S.N. Stuart (éds), *Wildlife in a changing world, an analysis of the 2008 IUCN Red List of Threatened Species*, IUCN, Gland, Suisse, 2009.

Site web Ifremer, « Comment pêche-t-on ? Les techniques de pêche et leur évolution » (<http://www.ifremer.fr/lth/index.php>) ; et « Système d'Informations Halieutiques (SIH) », (<https://www.ifremer.fr/isih/>)